

FRANCE

L'incendie de Notre-Dame de Paris Point de la situation fin septembre 2019

Rappel des faits

Un important programme de travaux de restauration avait débuté sur la cathédrale Notre-Dame de Paris comportant entre autres, la restauration de sa flèche. Fin 2018, un important échafaudage avait commencé d'être installé. Le 15 avril 2019, un incendie ravageait l'édifice. Son départ, situé à la base de la flèche, signalé une première fois à 18 h 18 par une alarme mal interprétée, ne sera pleinement reconnu qu'une demi-heure plus tard.

Les premiers pompiers arrivèrent à 19 h 00. Rapidement, ils constatèrent que le feu qui dévorait les combles ne pouvait plus être maîtrisé et qu'il fallait s'attacher à le circonscire. Il sera déclaré sous contrôle à 22 h 30 et éteint à 2 h 00 le matin suivant. Environ 600 pompiers intervinrent sur le feu.

Le combat qu'ils menèrent durant ces quelques heures est connu, ayant fait l'objet de plusieurs récits et reportages. Outre la parfaite organisation militaire du commandement et le professionnalisme de ces hommes et de ces femmes qui eurent à progresser dans le labyrinthe qu'est un édifice gothique, on retiendra quelques points :

- En plus de drones aériens, l'utilisation de drones terrestres pour installer des lances à eau dans des endroits inaccessibles car trop dangereux,



Fig. 1: Travaux de consolidations provisoires, octobre 2019

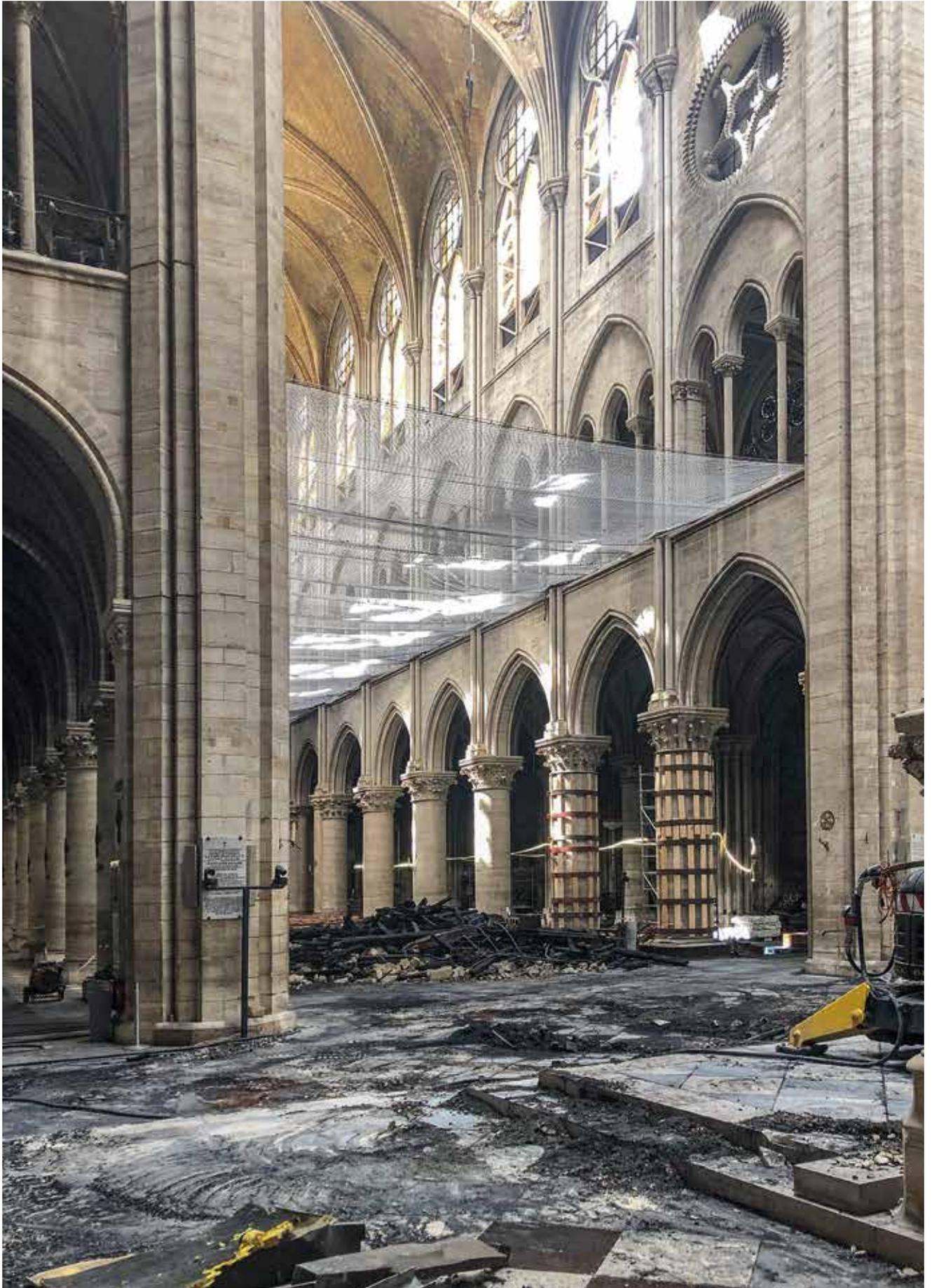


Fig. 2: Croisée du transept, mai 2019

- La réalisation de croquis par des pompiers dessinateurs permettant des vues synthétiques immédiatement opérationnelles contrairement au numérique,
- La proximité de la Seine qui a permis d'avoir l'eau nécessaire,
- Leur bonne connaissance du bâtiment et des œuvres qu'il abrite par des exercices réguliers.

Pour les œuvres d'art, ils seront aidés par les services du Ministère de la Culture, propriétaire de l'édifice, et les personnels de l'évêché, rapidement arrivés sur place. Leur évacuation commença de se réaliser pendant que les pompiers luttèrent contre le feu. De fait, elles furent toutes sauvées et rapidement mises en sécurité.

Premiers constats

L'ensemble des couvertures hautes a été détruit. Le plomb fondu s'est en partie rependu sur les voutes, a coulé par les gargouilles, ou, en gouttelettes, est principalement parti avec les fumées en les colorant en orange. L'effondrement spectaculaire de la flèche à 20h00 a entraîné la destruction d'une partie des voutes de la croisée du transept. Sauf ponctuellement, les autres voutes ont résisté à la chute des fermes désorganisées. Par ces ouvertures, des gravois incandescents sont tombés sur le sol entraînant la destruction d'aménagements modernes du chœur et la rubéfaction de piles de la nef. Pour des raisons de sécurité évidentes, l'auscultation des maçonneries des parties hautes (pignons, voutes) étaient impossible à faire mais elles apparaissaient grandement fragilisées à la fois par la disparition de la charpente et par les importantes quantités d'eau utilisées qui ont longtemps ruisselées des voutes.

Premières interventions

Une première phase, dite « d'urgence impérieuse », est immédiatement mise en place par l'administration du Ministère de la Culture. Elle était conditionnée par plusieurs critères : la sécurité des personnels, des œuvres et de l'édifice. L'accès aux parties dites à risques, essentiellement la nef et le chœur, ont été strictement interdite aux personnels. Pour cette raison, des drones terrestres ont continués d'être utilisés cette fois-ci pour l'évacuation des gravois.

Dès leur sortie de l'édifice, les services de police scientifique procédaient à des investigations en recherche des origines du sinistre, puis les services de l'archéologie, le laboratoire des monuments historiques, les triaient en fonction de leur nature, de leur intérêt scientifique et de leur éventuelle récupération. Les vestiges sont actuellement encore entreposés dans des « barnum » sur le parvis.

Les œuvres d'art toujours en place, grands tableaux, vitraux, ont pu être déposées. Celles présentant un caractère d'immeuble

ont été protégées après un traitement d'urgence (grand orgue, chaire, stalles, ...) dans l'attente de leur remise en état.

La consolidation des parties accessibles des maçonneries les plus fragiles a été réalisée, un parapluie provisoire installé, des étais posés sous les arcs-boutants. Des planchers ont ensuite été posés sur et sous les voutes afin de pouvoir commencer de les examiner sans risque et de sécuriser les intérieurs.

Cette première phase, en cours de finition, permettra enfin et seulement de commencer la dépose de l'échafaudage métallique toujours en place au droit de la flèche. Cette dépose devrait être achevée au printemps 2020. Un parapluie définitif pourra alors être installé sur l'édifice et le diagnostic véritablement commencer permettant aux autorités de décider de la nature des travaux à conduire.

Le temps des polémiques

Mais, passé le temps de l'émotion patrimoniale mondiale qui s'était immédiatement exprimée, arriva naturellement le temps des polémiques : Recherche des responsables, décisions de restaurer trop rapidement l'édifice, couts prévisibles des travaux, soupçons sur l'affluence des dons et sur la nature des donateurs, possibilité d'une intervention contemporaine, loi d'exception. Celle-ci était destinée à déroger partiellement aux règles de droit et créait une structure administrative apte à répondre efficacement à cette situation.

Alors que cette dernière loi, après quelques modifications consensuelles, avait fini par être votée en juillet, un évènement a perturbé grandement ce protocole : la crainte de la pollution entraînée par la dispersion du plomb sous toutes ses formes. Alors que les risques, bien réels, de ce matériau sous forme native ou de sa présence dans d'autres composants comme la peinture ou la pollution urbaine, sont maintenant connus des spécialistes, ce n'était pas encore le cas du grand public. Une véritable hystérie médiatique s'est alors emparée du sujet à la suite de révélations alarmantes d'associations. Il en est résulté une interruption des travaux de près de 2 mois.

Ensuite, des travaux de dépollution généralisés des abords au sens large de la cathédrale et surtout une application inconsidérée des précautions à prendre par tous les personnels travaillant sur le chantier seront décrétés. Sans rentrer dans leur détail, on peut estimer que le temps de travail sur le chantier est de fait réduit de moitié, la nature des travaux ne permettant pas de mettre plus de personnel.

Tel est l'état des lieux fin septembre 2019, la phase dite « d'urgence impérieuse » ne semblant pas pouvoir se terminer avant la mi-2020. La cathédrale fait également l'objet d'un important chantier scientifique associant de nombreux laboratoires de spécialités diverses qui accompagneront les travaux et enrichiront la connaissance de l'édifice.

Précisons également que l'origine du sinistre n'est toujours pas connue.

JF Lagneau
ICOMOS France